COALITION DU QUÉBEC
URGENCE PALESTINE

Just Peace Advocates
Mouvement pour une Paix Juste

ANALYSE DES INVESTISSEMENTS DE LA CDPQ EN 2024

Coalition du Québec URGENCE Palestine et
Just Peace Advocates/Mouvement pour une Paix Juste

27,4 MILLIARDS de dollars $ dans 76 entreprises

En 2024, la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) a considérablement augmenté ses investissements dans des entreprises complices des crimes d'Israël en Palestine.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé 3

Présentation 3

01 Les crimes actuels d'Israël en Palestine et les activités économiques complices 4

02 Nos sources d'information concernant la CDPQ et les entreprises complices 5

03 Principaux résultats 6

04 Évolution des investissements depuis le rapport annuel 2023 11

4.1 Retrait de certains investissements 12

4.2 Nouveaux investissements complices 13

4.3 Une hausse marquée des investissements dans le secteur militaire 13

4.4 Amazon 16

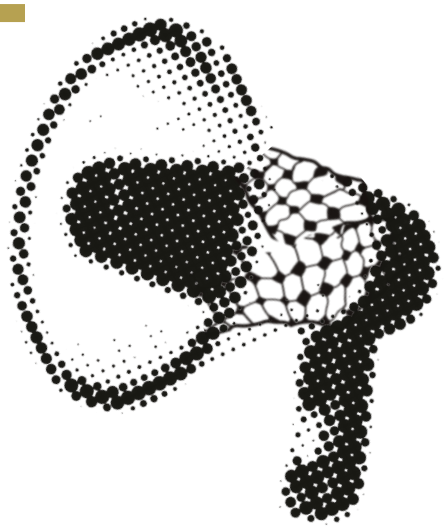
4.5 WSP et Alstom 16

05 Conclusion 18

RÉSUMÉ

Une analyse détaillée du rapport annuel 2024 de la CDPQ révèle que le bas de laine des Québécois·es investit, au 31 décembre 2024, 27,4 milliards $ dans 76 entreprises complices des crimes d'Israël en Palestine. Cela représente une augmentation de 24 % par rapport à l'année précédente et 5,8 % du total des investissements qui s'élèvent à 473,3 milliards $.

Ces entreprises se retrouvent dans une ou plusieurs des six listes d'entreprises identifiées comme complices de crimes contre le peuple palestinien : base de données des Nations unies, projet AFSC Investigate, Canada : Stop Arming Israel, Who Profits, Don't Buy Into Occupation et Campaign Against Arms Trade.



PRÉSENTATION

La présente analyse du rapport annuel 2024 de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) a été réalisée conjointement par la Coalition du Québec URGENCE Palestine et Just Peace Advocates/Mouvement pour une paix juste.

La Coalition est un **regroupement** de 50 organisations syndicales, communautaires et citoyennes qui a lancé, le 17 mars 2025, la campagne panquébécoise Sortons la Caisse des crimes en Palestine, dans la foulée de l'installation du campement populaire Al-Soumoud au Square-Victoria à Tiohtià:ke/Montréal en juin 2024 par le collectif Désinvestir pour la Palestine. Le Mouvement pour une paix juste est une organisation indépendante de défense des droits humains. Il a réalisé des analyses similaires des investissements de la CDPQ pour les années 2021, 2022 et 2023, en collaboration avec Palestiniens et Juifs unis et Canadian BDS Coalition.

L'analyse vise à mettre en lumière le fait troublant et inacceptable que la CDPQ continue d'investir l'argent des Québécois·es dans des entreprises ayant des activités complices des crimes actuels commis par Israël en Palestine : génocide, occupation, colonisation, apartheid et toutes formes de violations des droits humains des Palestinien·nes et du droit international associées à ces crimes.

01 LES CRIMES ACTUELS D'ISRAËL EN PALESTINE
et les activités économiques complices

Les colonies israéliennes dans le Territoire palestinien occupé (TPO), qui comprend la bande de Gaza et la Cisjordanie (incluant Jérusalem-Est), ont été déclarées contraires au droit international par la Cour internationale de justice (CIJ) en 2004. En 2016, le Conseil de sécurité des Nations unies a réaffirmé que l'établissement de ces colonies par Israël constituait une violation flagrante du droit international.

Le 19 juillet 2024, la CIJ a confirmé de nouveau l'illégalité de l'occupation et de la colonisation israéliennes des territoires palestiniens occupés depuis 1967 et a ordonné qu'elles cessent dans les plus brefs délais. La Cour a déclaré que tous les États — ce qui inclut le Canada et le Québec — doivent « prendre des mesures pour empêcher les échanges commerciaux ou les investissements qui aident au maintien de [l'occupation illégale] » (par. 278), ce qui inclut les investissements de la CDPQ.

Le 18 septembre 2024, l'Assemblée générale des Nations unies a donné à Israël un maximum d'un an pour mettre un terme à son occupation et sa colonisation illégales du TPO. Deux mois plus tard, la Cour pénale internationale (CPI) a lancé des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahou et Yoav Gallant pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité à Gaza.

Le 26 janvier 2024, la CIJ a rendu une ordonnance dans une affaire intentée par l'Afrique du Sud contre Israël pour ses violations de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 dans le cadre de son assaut militaire contre Gaza. La CIJ a reconnu qu'il existe un risque plausible de génocide à Gaza et a ordonné des mesures conservatoires qu'Israël n'a pas respectées. La CIJ continuera d'entendre l'affaire au cours des prochaines années. Il revient aux États, dont le Canada et le Québec, de poser des actions immédiates pour faire cesser le génocide en cours à Gaza.

Le droit international interdit de fournir des armes, de la machinerie, de l'équipement, des matériaux, des produits et des services de quelque nature que ce soit qui contribuent au génocide à Gaza, à l'établissement, au maintien ou à l'expansion des colonies israéliennes, au régime d'apartheid israélien et à l'occupation militaire en Palestine. Toute forme de complicité avec les crimes d'Israël doit cesser immédiatement.

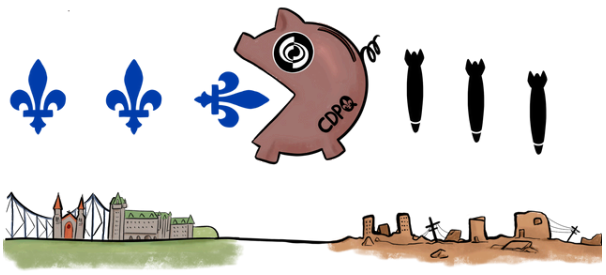
02 NOS SOURCES D'INFORMATION
concernant la CDPQ et les entreprises complices

Le rapport annuel 2024 de la CDPQ a été rendu public le 24 avril 2025. Notre analyse a porté spécifiquement sur la liste des investissements sur les marchés publics et privés au 31 décembre 2024 que l'on retrouve dans le document Renseignements additionnels au Rapport annuel 2024 (p. 31 à 133).

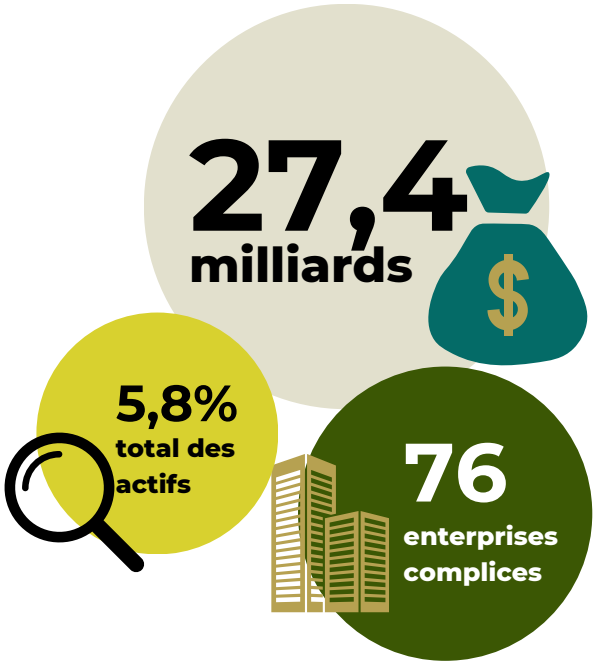
Nous avons comparé la liste des investissements de la CDPQ avec six sources crédibles et reconnues qui fournissent des informations concernant des entreprises ayant des activités économiques en lien avec les crimes commis par Israël en Palestine : génocide, occupation, colonisation, apartheid et toutes formes de violations des droits humains des Palestinien·nes et du droit international associées à ces crimes.

1. **La base de données des Nations unies** sur les entreprises engagées dans certaines activités de colonisation israéliennes dans le territoire palestinien occupé (TPO), mise à jour le 30 juin 2023
2. **La base de données du projet AFSC Investigate**, incluant la liste Companies Profiting from the Gaza Genocide (de AFSC)
3. **La liste Canada: Stop Arming Israel (de World Beyond War)**
4. **La liste Who Profits Database of Complicit Companies**
5. **La liste de Don't Buy Into Occupation**
6. **La liste de Campaign Against Arms Trade** des entreprises d'armement possédant des licences d'exportation vers Israël.

Il est à noter que la majorité des entreprises se retrouvent dans plusieurs de ces listes.



03 PRINCIPAUX RÉSULTATS



Le rapport annuel pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2024 indique que la CDPQ a investi 27,4 milliards $ dans 76 entreprises complices de crimes d'Israël en Palestine. Cela représente 5,8% du total des actifs de la CDPQ, qui s'élèvent à 473,3 milliards $.

Le tableau suivant (Tableau 1) fournit la liste de ces entreprises, ainsi que le nombre d'actions que la CDPQ y détient et la valeur de ces actions en millions de dollars (M$).

Tableau 1. Liste des investissements de la CDPQ dans 76 entreprises complices au 31 décembre 2024

Enterprises		Actions	Valeur (M$)
ABB Ltd [2] [4]		2 231 117	173,7
Airbnb Inc [1] [2] [4] [5]		350 242	66,2
Airbus SE [6]		184 600	42,6
Alphabet Inc [2] [3]	Classe A	6 229 650	1696
	Classe C	2 949 649	807,9
Alstom SA [1] [2] [5]		80 930 484	2 598,4
Amazon.com Inc [2] [3]		6 507 699	2 053,4
Ametek Inc [6]		158 185	41
Amphenol Corp [6]		2 508 458	250,6

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Enterprises		Actions	Valeur (M$)
Apollo Global Management Inc [2]		1 500	0,4
Asseco Poland SA [2]		57 573	1,9
Atlas Copco AB [2] [4]	Classe A	1 604 378	35,3
	Classe C	859 192	16,7
BAE Systems PLC [2] [3] [6]		1 339 693	27,7
Boeing Company, The [2] [3] [4] [6]		405 517	103,2
Booking Holdings Inc [1] [2] [4] [5]		35 942	256,8
BRP Inc [2]	Actions	977 000	71,5
	Valeurs convertibles (est.)	-	200
CAE Inc [3]	Actions	30 917 402	1 128,5
	Obligations	-	78,1
Canon Inc [2]		260 748	12,3
Carrefour SA [2] [4] [5]		173 000	3,5
Caterpillar Inc [2] [3] [4] [5]		592 944	309,4
Cemex SAB de CV [2] [4] [5]		6 012 926	4,9
Cisco Systems Inc [2] [3] [4] [5]		8 349 863	710,9
CNH Industrial NV [2] [4] [5]		367 900	5,9
Curtiss-Wright Corp [3] [6]		13 696	7
Dell Technologies Inc [2] [4]		342 800	56,8

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Enterprises	Actions	Valeur (M$)
Doosan Bobcat Inc [2]	112 401	4,6
Doosan Co Ltd [2]	5 608	1,4
Expedia Group Inc [1] [2] [4] [5]	27 884	7,5
FANUC Corp [3]	540 100	20,6
*First Solar Inc [2] [4]	223	0,1
General Dynamics Corp [2] [3] [6]	222 109	84,2
General Electric Co [3] [4] [6]	899 620	215,8
General Motors Co [2] [3] [4]	1 022 991	78,4
HD Hyundai Heavy Industries Co Ltd [2] [4] [5]	45 519	12,8
Heidelberg Materials AG [2] [5]	103 493	18,4
Héroux-Devtek Inc [3]	4 807 395	152,8
Hewlett Packard Enterprise Co [2] [3] [4] [5]	3 346 799	102,8
Hitachi Ltd [2] [4]	2 197 907	79,2
Honeywell International Inc [2] [3] [6]	768 332	249,6
Howmet Aerospace Inc [3]	477 244	75,1
Hyundai Heavy Industries Co Ltd [2] [4] [5]	75 761	16,9
Intel Corp [2]	870 368	25,1
International Business Machines Corp [2] [4] [5]	262 954	83,1

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Enterprises	Actions	Valeur (M$)
Kongsberg Gruppen ASA [2]	773 157	125,3
*L3Harris Technologies Inc [2] [3]	75 000	22,7
Lockheed Martin Corp [2] [3] [6]	228 692	159,8
Leidos Holdings Inc [2] [3]	96 578	20
Mercedes-Benz Group AG [2]	917 468	73,5
Meta Platforms Inc [2]	2 067 014	1740,6
Microsoft Corp [2] [3] [4]	5 818 054	3 526,9
*Minerals Technologies Inc [2] [4]	30 400	3,3
Mitsubishi Corp [2] [4]	1 836 100	43,7
Motorola Solutions Inc [1] [2] [4] [5]	271 917	180,8
Northrop Grumman Corp [2] [3] [6]	79 695	53,8
NVIDIA Corp [2]	16 286 112	3 145,4
Orbia Advance Corp SAB de CV [2] [5]	7 602 500	7,9
Palantir Technologies Inc [2] [3]	73 025	7,9
*PayPal Holdings Inc [2]	1 178 046	144,6
Rheinmetall AG [3] [6]	28 868	26,4
*RTX Corp [2] [3]	800	0,1
Rolls-Royce Holdings PLC [2] [6]	11 230 038	115
Safran SA [3] [6]	241 314	76,2

PRINCIPAUX RÉSULTATS

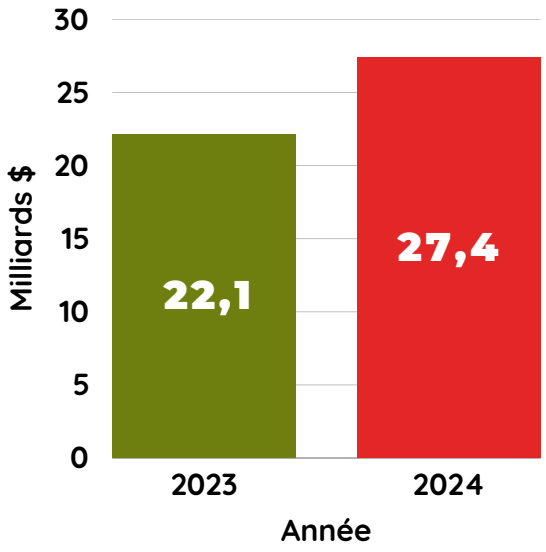
Enterprises		Actions	Valeur (M$)
Siemens AG [2] [4] [5]		227 208	63,8
Sony Group Corp [2] [4]		4 944 743	152,4
Solvay SA [2] [4]		232 473	10,8
Syensqo SA [5]		20 400	2,1
Tata Motors Ltd [2]		3 397 850	42,2
Teledyne Technologies Inc [6]		294 101	196,3
Tempur Sealy International Inc [2] [4]		216 196	17,6
*Terex Corp [2] [4]		256	0
*Teva Pharmaceutical Industries Ltd [2] [4]		616 753	19,7
Textron Inc [2] [3] [6]		91 300	10
Thales SA [2] [3] [6]		519 882	107,3
Toyota Motor Corp [2] [4]		4 090 232	117,7
Volvo AB [2] [4] [5]	Classe A	787	0
	Classe B	140 375	4,9
Woodward Inc [2]		87 566	21
WSP Global Inc [2] [4] [5]		20 585 727	5 207,4
TOTAL			**27 436,1 M$**

*Nouveaux investissements en date du 31 décembre 2024 comparativement au 31 décembre 2023. Sources: (1) ONU (2) AFSC (3) World Beyond War (4) Who Profits (5) Don't Buy Into Occupation (6) Campaign Against Arms Trade

04 ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS
depuis le rapport annuel 2023

L'analyse du rapport annuel 2023 réalisée par le Mouvement pour une paix juste faisait état de 14,2 milliards $ investis dans 87 entreprises complices des crimes d'Israël en Palestine. On ne peut cependant pas faire une comparaison directe avec les données de l'année 2024 (27,4 milliards $ dans 76 entreprises).

En effet, la base de données utilisée pour effectuer l'analyse a été mise à jour afin de cibler de manière plus précise les investissements problématiques, et d'inclure de nouvelles sources de données. De plus, certaines entreprises ont été retirées, car elles ont depuis cessé leurs activités complices de violations de droits humains ou du droit international.



En refaisant maintenant l'analyse du rapport annuel 2023 à partir de notre nouvelle base de données mise à jour, on arrive plutôt au résultat que la CDPQ investissait 22,1 milliards $ dans 77 entreprises complices en date du 31 décembre 2023. **Les chiffres pour 2024 représentent donc une hausse de 24 %, soit 5,3 milliards $**.

5,3 milliards de dollars en plus

Une hausse de 24% des investissements complices

On note cependant une augmentation beaucoup plus marquée des investissements dans les 5 entreprises citées dans la base de données de l'ONU, soit Airbnb, Alstom, Booking Holdings, Expedia et Motorola Solutions. Entre 2023 et 2024, le total des actifs de la CDPQ dans ces entreprises a plus que doublé, passant de 1,5 à 3,1 milliards $.

4.1 Retrait de certains investissements

En comparant les rapports annuels 2023 et 2024, on constate que la CDPQ a retiré ses investissements de 8 entreprises présentées ci-dessous (Tableau 2), qui représentaient, en 2023, un total de 229,9 millions $.

Tableau 2. Liste des entreprises dans lesquelles la CDPQ n'investit plus au 31 décembre 2024

Enterprises	2023		2024
	Actions	**Valeur (M$)**	**Actions**
A. P. Moller Maersk [2]	25 694	61	0
Bank Hapoalim [1] [2] [4] [5]	62 079	0,7	0
Bank Leumi Le-Israel [1] [2] [4] [5]	6 220	0,1	0
Colt CZ Group [2] [3]	1 860	0,1	0
ICL Group [2] [4] [5]	625 257	4,2	0
Leonardo [2] [3] [4] [6]	294 100	6,4	0
Schaeffler [6]	257 000	2,1	0
Volkswagen [2] [4]	953 550	155,3	0
TOTAL		**229,9 M$**	**0**

Sources: (1) ONU (2) AFSC (3) World Beyond War (4) Who Profits (5) Don't Buy Into Occupation (6) Campaign Against Arms Trade

On note la présence de trois entreprises israéliennes : Bank Leumi Le-Israel, Bank Hapoalim et ICL Group. En 2023, la CDPQ avait aussi retiré ses investissements de trois autres entreprises israéliennes figurant sur la liste de l'ONU : Bezeq the Israel Telecommunication Corp, Israel Discount Bank et Mizrahi Tefahot Bank.

Cependant, en l'absence d'explications de la CDPQ, il n'est pas possible de connaître les raisons derrière ce désinvestissement, ni s'il est temporaire ou définitif.

4.2 Nouveaux investissements complices

En 2024, la CDPQ a investi dans certaines entreprises dans lesquelles elle n'avait aucun investissement au 31 décembre 2023.

Tableau 3. Liste des nouveaux investissements complices de la CDPQ au 31 décembre 2024

Enterprises	Actions	Valeur (M$)
First Solar Inc	223	0,1
L3Harris Technologies Inc	75 000	22,7
Minerals Technologies Inc	30 400	3,3
PayPal Holdings Inc	1 178 046	144,6
RTX Corp	800	0,1
Terex Corp	256	0
Teva Pharmaceutical Industries Ltd	616 753	19,7
TOTAL		**190,5 M$**

4.3 Une hausse marquée des investissements dans le secteur militaire

Depuis le 31 décembre 2023, la valeur des investissements de la CDPQ dans 24 entreprises du secteur de militaire, complices du génocide à Gaza, est passée de 2 milliards $ à 3,4 milliards $. Le tableau suivant présente l'évolution des actifs de la CDPQ dans ces entreprises (Tableau 4).

Tableau 4. Variation des investissements dans des entreprises du secteur militaire, entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024

	Variation 2023-2024	
Enterprises	**Actions**	**Valeur (M$)**
Airbus SE	-69 352	-9,1
Ametek Inc	+157 024	+40,7

4.3 Une hausse marquée

Enterprises		Variation 2023-2024 Actions	Valeur (M$)
Amphenol Corp		+2 069 768	+193,3
BAE Systems PLC		-8 166 982	-149,8
Boeing Company, The		+358 453	+87
CAE Inc	Actions	+6 313 165	+424,8
	Obligations	+0	+0,9
Curtiss-Wright Corp		-15 886	-1,7
General Dynamics Corp		+213 652	+81,3
General Electric Co		+1 049	+64,6
Héroux-Devtek Inc		+0	+79,7
Honeywell International Inc		+590 867	+200,5
Howmet Aerospace Inc		+428 256	+71,6
Kongsberg Gruppen ASA		+749 675	+123,9
*L3Harris Technologies Inc		+75 000	+22,7
Lockheed Martin Corp		+124 602	+97,6
Northrop Grumman Corp		-32 742	-15,6
Rheinmetall AG		-63	+14,3
*RTX Corp		+800	+0,1
Rolls-Royce Holdings PLC		-2 551 756	+45,6
Safran SA		-413 267	-75,8

4.3 Une hausse marquée

Enterprises	Variation 2023-2024 Actions	Valeur (M$)
Teledyne Technologies Inc	+286 498	+191,8
Textron Inc	+88 800	+9,7
Thales SA	-660 587	-123
Woodward Inc	+38 081	+12,1

*Entreprise dans laquelle la CDPQ ne détenait aucun actif en date du 31 décembre 2023.

Dans l'ensemble, la CDPQ a augmenté le nombre d'actions qu'elle détient dans 15 entreprises d'armements.

- **2 fois plus d'actions de Lockheed Martin,** fabricant des avions de chasse F-35 et F-16 utilisés par l'armée israélienne à Gaza.
- **8 fois plus d'actions de Boeing,** fabricant des avions F-15 et des hélicoptères de combat Apache utilisés par l'armée israélienne à Gaza.
- **26 fois plus d'actions de General Dynamics,** qui possède des usines au Québec et constitue un des principaux fournisseurs de munitions de l'armée israélienne.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une entreprise du secteur militaire à proprement parler, on note aussi que la CDPQ détient 3 fois plus d'actions dans Caterpillar, ce qui représente une hausse de 231,8 millions $ de ses investissements.

Caterpillar est la plus grande entreprise d'équipement de construction au monde. Elle fournit notamment à l'armée israélienne les bulldozers D9 qui sont utilisés dans la destruction illégale de milliers de maisons dans le Territoire palestinien occupé (TPO).

4.4 Amazon

La CDPQ a acquis près d'un million d'actions supplémentaires dans Amazon, portant la valeur totale de ses investissements à 2 milliards $ au 31 décembre 2024.

Cette entreprise est complice des crimes israéliens en Palestine via son service **Amazon Web Services (AWS)**, qui fournit une infrastructure infonuagique essentielle au gouvernement et à l'armée israélienne. Ces technologies soutiennent la surveillance, la répression des Palestinien·nes et le fonctionnement des colonies illégales, en violation du droit international. En hébergeant des données militaires et sécuritaires, Amazon participe directement à l'occupation et à l'apartheid.

Reconnu pour ses pratiques antisyndicales et son modèle d'exploitation, Amazon est aussi une entreprise visée par un large mouvement de boycott suite à la cessation subite de ses opérations au Québec en 2025 et au licenciement direct et indirect de 4 600 travailleurs et travailleuses.

4.5 WSP et Alstom

WSP Global est une multinationale québécoise de génie-conseil, et Alstom est une multinationale française du secteur des transports, dont le siège pour la région des Amériques est situé au Québec.

Au 31 décembre 2024, elles représentent toutes deux des investissements importants de la CDPQ, avec respectivement 5,2 milliards $ pour WSP et 2,6 milliards $ pour Alstom. Ces deux entreprises sont complices de l'expansion et du maintien des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est.

Elles jouent notamment un rôle essentiel dans le projet de train léger de Jérusalem (Jerusalem Light Rail, JLR). Alstom a fourni les wagons pour le projet, et en assure l'entretien via sa filiale Citadis. En date du 15 mai 2024, Alstom possède également 20% de la société Jerusalem City Lightrail Ltd, qui exploite le JLR.

4.5 WSP et Alstom

WSP joue aussi un rôle essentiel dans le projet de train léger de Jérusalem, dont elle supervise la réalisation pour le compte de l'État israélien, en faisant notamment la révision des plans et le contrôle de qualité. Ce faisant, Alstom et WSP facilitent le transfert de colons israéliens vers le Territoire palestinien occupé, en violation flagrante du droit international.

Toutes deux ont également participé à la construction de la ligne de train rapide A1 Jérusalem – Tel-Aviv. Ce train coupe à travers la Cisjordanie occupée et passe sur des terres palestiniennes publiques et privées, dont certaines ont été confisquées pour le projet. L'appropriation de terres palestiniennes et la destruction de biens palestiniens exécutées pour la construction et l'entretien du train léger de Jérusalem violent l'article 147 de la quatrième convention de Genève.

Alstom a fait l'acquisition de Bombardier Transport en 2021. En tant que partie intégrante d'Alstom, Bombardier Transport fournit à Israël des trains et de l'équipement pour la ligne A1. De son côté, WSP a assuré l'électrification de la ligne Jérusalem - Tel-Aviv via sa filiale Parsons Brinckerhoff, acquise en 2014.

Cette complicité a valu à Alstom d'être incluse dans la base de données des Nations unies. En 2022, le Mouvement pour une paix juste et l'organisation palestinienne de défense des droits humains Al-Haq ont présenté une demande conjointe à l'ONU pour que WSP Global soit ajoutée à la base de données. En 2024, en réponse à un appel de la rapporteuse spéciale des Nations unies, Francesca Albanese, les deux organisations ont de nouveau soumis une demande d'ajout de WSP à la base de données des Nations unies sur les entreprises complices.

Différents tronçons du train léger de Jérusalem qui traverse le Territoire palestinien occupé.

05 CONCLUSION

Depuis plus de deux ans, divers acteurs de la société civile québécoise interviennent auprès de la CDPQ afin qu'elle reconnaisse le caractère hautement problématique, au plan légal et éthique, de toute activité économique qui contribue, d'une manière ou d'une autre, aux crimes d'Israël contre le peuple palestinien : génocide, occupation, colonisation, apartheid et tout le cortège de violations des droits humains et du droit international qui en découle. Ils ne demandent qu'une chose: que la CDPQ remette en question ses investissements dans des entreprises qui ont de telles activités, soit en désinvestissant, soit en faisant pression sur ces entreprises si cela peut mener à la fin rapide de ces activités.

L'analyse de son rapport annuel 2024 démontre clairement que la CDPQ n'applique pas sa propre politique concernant les droits de la personne dans le cas des Palestinien·nes, dont la violation des droits ne devrait plus faire de doute pour personne.

En effet, loin de cesser ou de diminuer, les investissements complices de la CDPQ ont augmenté de 24 % au cours de l'année 2024. Nous constatons même une croissance plus élevée encore des investissements de la CDPQ dans les entreprises militaires qui profitent du génocide à Gaza.

Le refus flagrant de la CDPQ d'agir en conformité avec le droit international est honteux et son indifférence aux violations des droits du peuple palestinien est révoltante. La CDPQ ne gère pas un portefeuille de milliardaires. Elle gère l'argent de 6,5 millions Québécois·es à qui elle doit des comptes.

De plus en plus de Québécois·es découvrent avec effroi que des investissements de la CDPQ les rendent complices des crimes contre le peuple palestinien et font connaître leur opposition, notamment à travers la campagne « Sortons la Caisse des crimes en Palestine ». Cette analyse se veut un outil de plus pour soutenir leur mobilisation.

INFORMATIONS DE CONTACT

Coalition du Québec URGENCE Palestine
Téléphone : (514) 919-7249
Courriel : info@urgencepalestine.quebec

Mouvement pour une paix juste
Téléphone : (514) 668-9150
Courriel : info@justpeaceadvocates.ca

Pour vous tenir au courant des actions en cours concernant la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), suivez-nous sur :

Coalition

- cdpq-palestine.info
- Site Web
- Instagram
- Facebook
- YouTube

Mouvement

- Web Site
- Instagram
- Facebook
- YouTube
- LinkedIn
- Bluesky | X